



LES PARTIS DE L'OPPOSITION

«Loin de l'esprit de Novembre»

L'Algérie célèbre aujourd'hui le 61^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Qu'avons-nous retenu et que reste-t-il de l'esprit du 1^{er} Novembre, après plus d'un demi-siècle d'indépendance ? «Nous sommes encore loin de l'Etat souverain, démocratique et social pour lequel nos glorieux martyrs se sont sacrifiés», regrettent des partis politiques.

ATMANE MAZOUZ, SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DE LA COMMUNICATION AU RCD :

«Novembre est à réinventer»

«Novembre est à réinventer et la conjoncture nous y invite, plus que jamais, à éclairer les vérités pour éviter leur perversion. Pour la majorité des jeunes, il est facile de céder à l'air ambiant qui veut que nos martyrs se sont sacrifiés pour qu'une caste d'usurpateurs saigne indignement le pays. Le pouvoir, depuis 1962, a tout fait pour occulter la longue lutte du peuple algérien contre la France coloniale. Les livres d'histoire truffés de mensonges et de célébrations de faux héros ont fini par produire un malaise identitaire chez la jeunesse qui, parfois, vire à la haine de soi et au rejet. Le pouvoir actuel qui perdure, en partie, grâce à son offre néocoloniale par des concessions inimaginables à la France est peut-être le pire dans cette opération de mutilation de la mémoire de la Nation. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, le retentissement de la Révolution algérienne est mondiale. Il a sonné la libération de nombreux peuples d'Afrique et d'ailleurs. A ce titre, en plus du combat de nombreux Algériens pour restituer la mémoire, le combat et les sacrifices de générations entières d'Algériennes et d'Algériens, partout où on va dans le monde notre combat contre la France coloniale est cité en exemple. Le peuple algérien a appris à célébrer ses martyrs loin des cérémonies festives officielles. Les acquis de notre révolution

demeurent vivants dans chacun d'entre nous ; c'est la raison principale qui fait que le peuple algérien refuse de vivre sous l'autoritarisme et combat pour l'égalité en droits et toutes les libertés. Le combat de Novembre ne doit pas être vain et notre génération doit fabriquer son propre destin face à ceux qui nourrissent la volonté d'occulter une histoire dont ils renient et violent les valeurs qui l'ont produite.»

SOUFIANE DJILALI, PRÉSIDENT DE JIL JADID :

«Le peuple algérien est toujours soumis à un pouvoir qui lui est extérieur»

«Le capital symbolique a été consommé par le régime, la date du 1^{er} Novembre était un mythe fondateur de l'Etat algérien mais, malheureusement, ceux qui avaient en charge la défense de cette mémoire collective l'ont au contraire consumée pour des intérêts politiques et souvent personnels. Cette année, le 1^{er} Novembre intervient dans une conjoncture très difficile pour l'Algérie. La perte des illusions et le retour progressif au réel et le réel nous dit que plus d'un demi-siècle après l'indépendance, nous n'avons toujours pas un Etat de droit, nous n'avons pas d'institutions fiables, la souveraineté populaire ne s'exprime toujours pas et si le 1^{er} Novembre a abouti à l'indépendance du pays, celle-ci reste incomplète et le peuple

algérien est toujours soumis à un pouvoir qui lui est extérieur. Notre espoir est que les changements qui devront intervenir permettront le parachèvement de l'idéal des Pères fondateurs de la Révolution en accédant à un Etat moderne démocratique, profondément algérien dans toutes ses dimensions et pour cela, il nous faut un néo-nationalisme porteur d'une vision de bâtisseurs et non pas de prédateurs mais malgré toutes ces difficultés, l'espoir est permis et le devoir d'agir est toujours là.»

ABDEREZAK MOKRI, PRÉSIDENT DU MSP :

«Nous sommes loin des principes de la Déclaration du 1^{er} Novembre»

«L'occasion nous a été donnée aujourd'hui pour faire une évaluation des principes de la Déclaration du 1^{er} Novembre et malheureusement, nous sommes loin de ce qui a été décrété dans la Déclaration du 1^{er} Novembre notamment dans son article 2 qui détermine la nature de l'Etat dans lequel les Algériens doivent vivre, à savoir un Etat démocratique, social et souverain, or, nous ne sommes pas un Etat démocratique puisque la démocratie a été bafouée par d'abord le parti unique pendant 30 ans et ensuite, par la fraude électorale qui a dénaturé le champ politique et l'a totalement éloigné de la réalité de la société et cela a déséquilibré les rapports de force et a empêché le contrôle des affaires publiques et a fragilisé les institutions de l'Etat et aussi marginalisé les forces de la société en empêchant l'émergence d'une société civile. Nous sommes aussi loin du principe populaire de l'Etat car aujourd'hui, nous avons deux peuples, celui des privilégiés, proches du pouvoir qui accède facilement aux

postes de l'Etat et un peuple qui ne décide pas de son sort. Nous ne sommes pas également un Etat social vu l'échec flagrant de réaliser le développement économique, et les richesses dilapidées par la corruption et l'incompétence des gouvernants qui ont dépensé 800 milliards de dollars sans avoir réussi à réaliser une richesse économique dont le taux de croissance est d'à peine 4% et nous ne sommes pas aussi un Etat souverain, car les forces étrangères sont omniprésentes dans les affaires de l'Algérie dans la non-transparence, notamment la France qui se sert sans limite et use de son influence pour faire des affaires en Algérie. Nous avons acquis notre indépendance, certes, et nous avons réalisé des progrès dans les secteurs de l'éducation, la santé et réalisé certaines infrastructures mais nous n'avons pas fait de l'Algérie un Etat démocratique, social et souverain.»

YACINE TEGUIA, MEMBRE DU BUREAU NATIONAL DU MDS :

«L'esprit de la résistance de la société algérienne est toujours présent»

«Ce qui reste du 1^{er} Novembre, c'est l'esprit de la résistance de la société, algérienne. Celle-ci a refusé tout compromis avec les idées islamiques tout comme elle a refusé dans le passé toute forme de compromis avec le colonialisme.

C'est cet esprit de résistance qui anime la société algérienne qu'il faudrait inscrire dans la Constitution algérienne. Ce qui reste du 1^{er} Novembre, ce sont les aspirations à édifier une Algérie démocratique et sociale et le pouvoir qui a tourné le dos à cette aspiration est toujours soumis au feu de la critique de la société.»

Propos recueillis par Salima Akkouche

CONFÉRENCE-DÉBAT DE NORDINE AÏT HAMOUDA À TIZI-OUZOU :

«Le 1^{er} Novembre est aussi une date contre Messali»

Dans une conférence-débat organisée, dans l'après-midi d'hier, à Tizi-Ouzou, l'ex-député du RCD, Nordine Aït Hamouda, relance la polémique sur le parcours nationaliste de Messali Hadj et sur son apport au déclenchement de la lutte armée contre le colonialisme français.

Pour illustrer le thème de son exposé au titre un tantinet provocateur : «Novembre 1954 : sacrifices et trahison», le conférencier est revenu aux sources du mouvement nationaliste algérien, revisitant certains événements déterminants qui ont marqué la vie du PPA/MTLD, le parti nationaliste au sein duquel s'est cristallisée et a muri l'idée de la lutte armée comme moyen de lutte pour aboutir à l'indépendance de l'Algérie.

Une issue et un aboutissement qui feront suite à une succession de conflits et de clivages organiques et idéologiques ayant opposé Messali Hadj à des militants au sein du parti nationaliste favorables au déclenchement de la lutte armée le 1^{er} novembre 1954.

«Les jeunes militants issus de l'OS (Organisation secrète) ont

déclenché la Révolution du 1^{er} Novembre non seulement pour combattre la France coloniale mais aussi pour casser le monopole de Messali Hadj sur le PPA/MTLD et de mettre fin au culte de la personne», dira le conférencier qui avait, auparavant, rappelé que celui que d'aucuns appellent le père du nationalisme algérien était dans une position attentiste et n'était nullement favorable à la guerre comme moyen de lutte pour arracher l'indépendance de l'Algérie. Un positionnement clairement affiché lors du congrès du PPA/MTLD organisé en Belgique et ayant réuni Messali Hadj et les militants qui lui sont favorables dont beaucoup parmi ces derniers qui sont originaires de Kabylie finiront par rejoindre le groupe des 22 qui ont pris option pour le déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre, selon le conférencier.

Et de rappeler, pour situer ceux qui d'entre les militants de l'époque qui étaient favorables au déclenchement de la guerre et ceux qui ne l'étaient pas, qu'au mois de janvier 1955, Messali crée un groupe armé, le MNA armé par la France pour combattre l'ALN et le FLN. Les plus grands massacres d'Algériens, surtout en France, sont dus aux partisans de Messali et du MNA.

Ce rappel historique étant fait,

Nordine Aït Hamouda s'élève contre toutes les voix qui glorifient Messali Hadj. «Tout dirigeant algérien actuel qui glorifie Messali est un traître au même titre que Messali», considère l'orateur qui, dans le même sillage, dénie à Ahmed Ouyahia de détenir le monopole du patriotisme et de l'amour de l'Algérie. «Ouyahia n'a pas de ligne rouge à tracer aux Algériens.

C'est une honte de rencontrer un chef terroriste à la présidence de la République et d'oser tracer des lignes rouges aux Algériens», tonnera l'ex-député du RCD, qui, prenant la défense de Ferhat M'henni, accusé par le secrétaire général par intérim du RND d'être derrière les événements de Ghardaïa, confiera : «C'est Ouyahia, Bouteflika et tout le gouvernement qui veulent allumer le feu à Ghardaïa.»

A propos des blocages des projets de l'industriel Rebrab par le gouvernement et de la volonté affichée par le ministre du Commerce de casser le monopole de Cevital sur le sucre, le conférencier s'interroge : «Pourquoi on demande aux banques de financer les projets des usines de raffinage du sucre par quatre personnes qui toutes ont des liens avec des membres du gouvernement?»

S. A. M.

AMAR GHOUL PLAIDE POUR UNE RÉVISION RADICALE EN MATIÈRE DES TRANSFERTS SOCIAUX :

«Il nous faut en finir avec ce populisme mortel»

La crise économique qui frappe le pays semble secouer un peu quelques réflexes, notamment au sein même du pouvoir. «Il nous faut sortir de ce populisme mortel qui a fait beaucoup de dégâts en Algérie», a lancé, par exemple, le président du parti TAJ et ministre de l'Aménagement du territoire et du Tourisme, Amar Ghoul, hier, à l'occasion de la clôture de l'université d'été de sa formation politique à Zeralda. «Le président de la République nous a ordonné de dire la vérité pour le peuple. Moi j'irai même plus loin. Il nous faut sortir de ce populisme mortel qui a fait beaucoup de dégâts en Algérie. Il faut que l'on revoie toute la politique des transferts sociaux. Il n'est plus possible de continuer à soutenir, de la même manière, ceux qui en ont vraiment besoin et ceux qui ont les moyens (...)».

Pour Ghoul, il n'est plus question que l'Etat subventionne de manière systématique et massive les produits de large consommation qui profitent, ironisera-t-il, «y compris aux membres du corps diplomatique accrédité à Alger. Est-ce vraiment logique que même l'ambassadrice des Etats-Unis, la première puissance mondiale, puisse payer la baguette de pain au même prix que n'importe quel autre citoyen appartenant aux couches au bas revenu ?» L'Algérie, ajoutera-t-il, «ce pays-continent, a les moyens de produire de quoi se nourrir et nourrir les cinq continents ! Est-ce normal que l'on importe pour 4,5 milliards de blés rien que pour le pain ?»

Lors de cette université d'été de TAJ, il a, par ailleurs, été question d'autres sujets comme la sécurité nationale. Un thème longuement débattu par le conseiller à la présidence, Kamel Rezag Bara. Ce dernier est revenu, par exemple, sur la décennie de terrorisme subie par l'Algérie : «Certains, quand ils évoquent cette période, parlent de guerre civile. Non, ils se trompent. Ce que nous avons vécu, était le résultat de l'instrumentalisation de la religion à des fins politiques.»

Développant aussi la politique algérienne en la matière, Rezag Bara rappellera que c'était l'Algérie qui avait introduit la notion de la criminalisation du paiement des rançons aux groupes terroristes. Aussi, nuancera-t-il son propos en précisant que «l'approche algérienne n'a jamais été le tout-sécuritaire, mais d'abord et essentiellement politique».

Enfin, le conseiller de Bouteflika plaidera pour «l'adoption d'une loi organique sur la question de la sécurité nationale dans le cadre de la prochaine Constitution». Une proposition, pour rappel, faite précédemment par Ali Benflis pendant la campagne électorale de la présidentielle du 17 avril 2014.

Kamel Amarni